

TRANSRURAL

initiatives

VIVRE ENSEMBLE

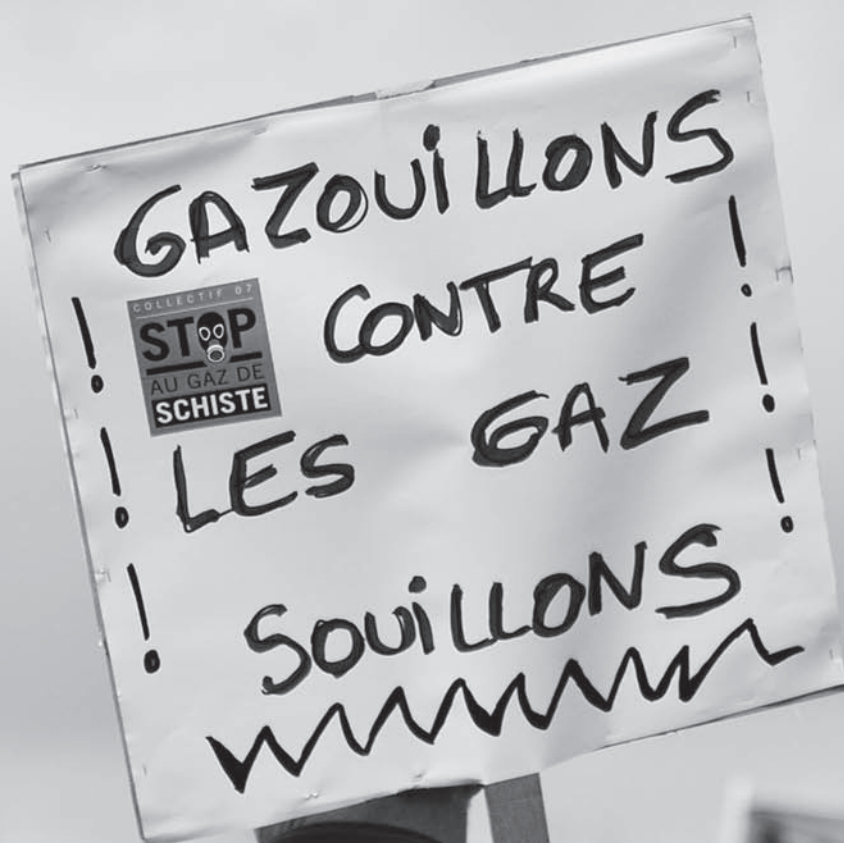
À la découverte du
syndicat Asso

MÉNAGER LES RESSOURCES

De l'eau
dans le gaz de schiste

UN AUTRE DÉVELOPPEMENT

Épargne solidaire
au Pays Basque



DOSSIER

Index

Les articles et dossiers parus
de mai 2010 (n°395) à mars 2011 (n°404)



I à VIII DOSSIER

Index

Retrouvez les articles et dossiers de *Transrural* publiés de mai 2010 (n°395) jusqu'en mars 2011 (n°404), ainsi que les livres chroniqués par Alain Chanard.



D.R.

4 vivre ensemble

Société

- Des aides pour la performance énergétique des logements 4
- Mieux connaître le rural d'Île de France 4
- À la découverte du syndicat Asso 5

Europe

- Leader s'essouffle en France 6

Collectivités

- Des élus devenus « chefs de projets » 7

Agriculture

- Dialogue difficile en Bretagne 8

International

- Tunisie : c'est à Sidi Bouzid que tout a commencé 9

10 ménager les ressources

Agriculture

- Agriculture et énergie : des marges de manœuvre existent 10

Formation

- L'animation nature au placard ? 10

Pêche

- Un Noël sans huîtres 11

Énergie

- De l'eau dans le gaz de schiste 12

14 un autre développement

Agriculture

- Monde rural : tous nos vœux de compétitivité 14

Société

- Contribuer aux États généraux de l'Économie sociale et solidaire 14
- Et au milieu, vit une librairie 15

Initiative

- Épargne solidaire au Pays Basque 16

International

- Le Hub Rural, interface pour le développement rural 17

Culture

- Patrick Cosnet installe des scènes dans les fermes 18
- En Somme* 19

20 découvrir

Géographie

- À quoi ressemble la ville française aujourd'hui ? 20

En revues

- Au fil des lectures 22-23

Agenda

- Agenda 24



énergie

De l'eau dans le gaz de schiste

Face à la montée des oppositions, le gouvernement entreprend une mission d'évaluation.

Élus de toutes tendances politiques, citoyens, organisations écologistes, collectifs de résistance... Ils étaient plusieurs milliers à manifester le 26 février dernier à Villeneuve de Berg, en Ardèche, contre l'exploitation des gaz de schiste. Cette première manifestation d'envergure nationale succédait à la naissance d'une coordination des collectifs d'élus afin de « mettre en synergie tous les moyens » pour obtenir le gel immédiat des prospections et la suspension des permis d'exploration. Même si le gouvernement ne l'envisage aucunement pour le moment, les ministres en charge de l'écologie et de l'industrie ont lancé début février une mission pour évaluer les enjeux environnementaux, économiques et sociaux de l'exploitation de ce type d'hydrocarbures. Dans l'attente du rapport final, fin mai, les travaux entrepris suite à l'octroi de permis d'exploration en 2010¹ et l'attribution de nouveaux permis devraient être suspendus. Cependant, un pré-rapport doit être rendu mi-avril, date à laquelle des travaux de prospection pourraient recommencer.

GAZ NON CONVENTIONNEL

Emprisonnés dans des roches sédimentaires argileuses très compactes et imperméables, les gaz dits de schiste nécessitent des techniques d'extraction très spécifiques. La plus rentable aujourd'hui et qui permet à certains d'envisager leur exploitation à grande échelle repose sur une



Manifestation contre l'exploitation des gaz et de l'huile de schiste à Doue dans la Brie le 5 mars 2011.

1 - Le « père du Grenelle », Jean-Louis Borloo, a accordé six permis d'exploration de gaz et huiles de schiste aux entreprises Vermilion Rep, Toreador Energy France et Shell France (Bassin parisien), Total et Texan Schuepbach Energy (Sud-Est).

2 - Acides et produits gélifiants par exemple, nécessaires à la consolidation des forages.

3 - Voir notamment le documentaire *Gasland* du Canadien Josh Fox.

Plus d'infos sur : <http://gazdes-chistesprovence.wordpress.com>.

fracturation hydraulique couplée à un forage horizontal. Schématiquement, après forage, la fracturation est réalisée par injection à très haute pression d'un mélange d'eau, de sable mais aussi de redoutables adjuvants chimiques²; elle permet la libération du gaz qui remonte en surface par le tube de forage.

Outre les risques de pollution des nappes phréatiques par les adjuvants, chaque fracturation génère un « micro-séisme » et nécessite de 7 à 15 millions de litres d'eau, dont le retraitement est loin d'être optimal. De plus, la dispersion des gaz dans les roches oblige à forer d'innombrables puits rapprochés, ceux-ci n'étant exploitables que brièvement. L'impact environnemental est donc très lourd.

PANDORE

Aujourd'hui, le Canada et les États-Unis, premier producteur mondial de gaz de schiste où l'exploitation se fait depuis plus de quinze ans, peuvent témoigner de dégâts environnementaux et sanitaires considérables³.

Cependant, les réserves mondiales représenteraient deux à quatre fois

les ressources des gaz traditionnellement exploités et seraient réparties à peu près partout dans le monde, mais plus particulièrement en Europe. D'où l'enjeu actuel pour les États du Vieux Continent, prompts à brandir l'argument de l'indépendance énergétique.

Le plus inquiétant reste sans doute l'absence de transparence dont fait preuve l'État français dans la délivrance des permis d'exploration sur des périmètres considérables (un dixième du territoire). Aucun débat n'a eu lieu ni à l'Assemblée nationale, ni au Sénat, ni au Conseil économique, social et environnemental, du fait de la réforme du code minier en 2009, qui limite les obligations d'informations et d'enquêtes. Le Bassin parisien, la Région Rhône-Alpes, la Provence et le Languedoc-Roussillon sont concernés. Investir des sommes colossales dans cette filière revient une fois de plus à repousser la nécessaire transition vers des alternatives renouvelables et la sobriété énergétique.

■ PATRICIA LENNE
(GRCIVAM PACA)

En revues

PAR ALAIN CHANARD

www.cpc.a.asso.fr

 conférence permanente des coordinations associatives

Depuis 1992, la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) « est la voix du mouvement associatif organisé et travaille à une reconnaissance pleine et entière des valeurs et intérêts de celui-ci dans la société française ». Les seize coordinations nationales qu'elle regroupe représentent près de 700 fédérations, soit plus de 600 000 associations qui agissent dans une multitude de domaines : éducation populaire, culture, sport, développement rural, solidarité internationale, droits des femmes, action sanitaire et sociale, vie étudiante, lutte contre les discriminations, défense des consommateurs, droits de l'homme... La CPCA est à la fois un lieu de coopération entre les acteurs du monde associatif et de promotion des idéaux dont ils sont porteurs (solidarité ; participation citoyenne ; lutte contre le racisme, le sexisme, la xénophobie et les excès de l'individualisme ; défense d'une Europe plus sociale ; coopération internationale...). Son site Internet fourmille en conséquence d'informations, de documents bruts, de communiqués, d'études et d'analyses ou encore d'échos sur des initiatives, tant nationales que locales. On peut notamment s'y abonner gratuitement à une lettre d'information, dont la livraison du mois de mars présente par exemple le Pacte pour l'égalité femmes/hommes qu'a établi l'Observatoire de l'Égalité dans la perspective des prochaines élections présidentielles, la plateforme des États généraux de l'économie sociale et solidaire (cf. p. 14), le rapport du CSA sur l'accès des associations aux médias audio-visuels, la démarche prospective Faire ensemble 2020 que la Fonda propose aux associations pour les aider à « faire face aux défis qui les attendent »...

Globules

FÉVRIER 2011

Des mots sur les maux, des avis sur la vie. Depuis plus de quinze ans, l'association L'Écrit-Santé met en œuvre une méthodologie participative pour « co-produire de l'information et valoriser l'expression de jeunes ». Globules, le bimestriel qu'elle édite en Haute-Normandie, publie ainsi des textes, des reportages et des dessins qui « donnent la parole à des 14/25 ans sur des thématiques de santé, d'environnement et de citoyenneté, avec leurs mots et une approche accessible à tous ». La première de ces thématiques est abordée au sens de la défi-



inition de l'OMS : « la santé est un état complet de bien-être physique, psychologique et social... et pas seulement l'absence de maladie ».

Outre qu'elle inaugure une nouvelle maquette, cette livraison de Globules présente un dossier alimenté par plusieurs équipes de jeunes qui ont enquêté à Rouen, Louviers et Fécamp sur la possibilité qu'émergent de « nouveaux métiers » dans le champ du développement durable. Les sujets abordés dans les prochains numéros seront : richesse et pauvreté, la forêt, mon corps parle, esprit critique, la maltraitance...

Globules n° 97 – 7 bis, rue de la Seille 76000 Rouen – www.globules.com – 2 € – abonnement un an (six numéros) : 20 €.

Les Cahiers de la Recherche

Gérer la nature et l'environnement. La nouvelle collection que lance l'association Sol et Civilisation démarre par l'examen croisé d'une série de questions : la gestion du vivant peut-elle passer par sa privatisation ? Quelle place doit-elle faire aux normalisations et aux réglementations ? Peut-on trouver d'autres modes de prise en charge qui passent par d'autres façons de travailler ensemble ?... Les travaux de divers chercheurs français et nord-américains sont évoqués dans le but de mettre « l'analyse stratégique des organisations » au service de la gestion de la nature et de l'environnement, puis ce sont les notions de « capital social » et de « ressources communes » qui sont mobilisées pour étayer quelques préconisations.

Les Cahiers de la Recherche n°1 – 5, rue Joseph et Marie Hackin 75116 Paris – téléchargeable gratuitement sur : www.soletcivilisation.fr.

36000 communes

MARS 2011

La réforme des collectivités passées à la moulinette. Pierre-Yves Collombat, premier vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), se livre à un « exercice de désenfumage » qui consiste à commenter, ligne après ligne, une brochure gouvernementale censée assurer le « service après-vente » de la réforme des collectivités territoriales. Il en ressort par exemple que cette réforme nuira effectivement à la parité femmes-hommes dans les assemblées régionales et départementales, que le rôle des préfets sera renforcé pour ce qui concerne la carte de l'intercommunalité, que les territoires ruraux seront moins bien représentés dans les conseils généraux...

36000 communes n°283 – 52, avenue Foch 69006 Lyon – www.amrf.fr – abonnement un an (onze numéros) : 35 €.



Habbanae

FÉVRIER 2011

Les femmes rurales. Le journal de l'association Agronomes & Vétérinaires sans frontières (AVSF) rappelle qu'« en milieu rural, les femmes portent la sécurité alimentaire du foyer : petit élevage, cultures vivrières, repas, eau... Prendre en compte le genre dans un projet de développement rural constitue donc à la fois un levier et une condition de sa réussite. » Différents articles illustrent ce propos en montrant que, au Guatemala, l'accès de la femme au foncier est un gage de développement, que le porc constitue la « tire-lire des paysannes togolaises », qu'une école aide des Nicaraguayennes à retrouver l'estime de soi et à promouvoir leur travail et leur rôle dans leur communauté...

Un hors série fait par ailleurs le point sur les actions qu'AVSF conduit en Haïti, avec encore plus de détermination depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010 : aide à l'installation et à la relance de diverses productions, construction de maisons en bois aux normes antisismiques et anticycloniques...

Habbanae n°99 – AVSF – 45 bis, av. de la Belle Gabrielle 94736 Nogent-sur-Marne cedex – www.avsf.org – abonnement un an (4 numéros) : 12 €.

